

accueilli la proposition de concertation, formulée par les pays du Pacte de Varsovie lors de leur réunion à Budapest le mois dernier. Depuis des années, l'Alliance s'efforce de parvenir à une réduction parallèle et équilibrée des troupes des deux camps. Le communiqué de Budapest n'a pas été rejeté et toutes les voies d'accès demeurent ouvertes. On l'étudie à Washington. L'Alliance examine le communiqué avec beaucoup d'inquiétude, qui s'explique du fait que l'OTAN devra accepter certaines conditions si le projet de conférence sur la sécurité européenne doit être mené à bien, par exemple la division actuelle de l'Allemagne, les frontières actuelles en Europe et la participation des seuls pays européens.

Depuis 1945 nous participons à de sérieux pourparlers sur le désarmement. A l'époque, le Canada s'y intéressait tellement que le gouvernement avait dépêché à New York le général McNaughton pour diriger notre délégation durant ces pourparlers. Depuis 1956, nous participons à la conférence des 18 nations sur le désarmement qui se tient à Genève. Même si on s'est entendu dans une certaine mesure sur les utilisations pacifiques de l'exosphère et sur la non-prolifération des armes nucléaires, il n'en demeure pas moins au fond que la Russie et ses alliés du Pacte de Varsovie n'ont pas pris la moindre initiative en matière de désarmement essentiel de leurs troupes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stafford:** Nous avons choisi deux de nos plus éminents apôtres du désarmement, le général Burns et l'ambassadeur Ignatieff, pour diriger la délégation canadienne à Genève. Les Russes ne se sont pas montrés très empressés à consentir à une réduction bilatérale des armements. De fait, ils se sont engagés dans la direction opposée. Le Pacte de Varsovie n'a jamais été aussi fort. Avec l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'OTAN fait maintenant face à la première ligne de troupes de choc russes. Au moment où les pays membres de l'OTAN devraient se montrer solidaires dans leur détermination, tels des termites, nous rongons les fondations mêmes de l'OTAN. Nous montrons aux pays du Pacte de Varsovie que nous n'appuyons plus efficacement la sécurité collective et les principes sur lesquels l'OTAN a été fondée il y a vingt ans.

Notre politique actuelle à l'égard de l'OTAN affaiblit l'Alliance et donne à penser aux communistes que s'ils se contentent d'attendre, l'OTAN se désintégrera peut-être d'elle-même sans qu'ils aient à consentir aucune concession quant à leurs forces, pour répondre à une réduction des forces de l'OTAN. La doctrine communiste qui vise au triomphe

du communisme dans le monde entier n'a jamais changé. Les communistes combinent un but inamovible avec une certaine flexibilité tactique permettant de changer la ligne de conduite, de la durcir à un moment et de l'adoucir à un autre, et aucun de ces zigzags ne signifie un changement réel.

Le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles ne suggère certainement pas que nous consentions à un désarmement unilatéral. Dans les années 30, les pays du monde libre ont été les seuls à désarmer et les résultats en ont été désastreux. Le député ne peut prétendre que les membres de l'OTAN ne soient pas désireux de discuter d'un désarmement bilatéral et de l'exécuter dans la mesure du possible. L'histoire tout entière des États-Unis, par exemple, prouve qu'ils ne seraient que trop heureux de désarmer s'ils pouvaient le faire en toute sécurité. Le député semble si soucieux de constater que nous différons des États-Unis qu'il ne prend même pas le temps d'examiner si ceux-ci n'auraient pas raison.

Il n'y a pas un député qui ne voudrait nous voir dépenser notre argent pour nourrir les populations affamées du monde, guérir les maladies et développer les pays pauvres au lieu de tant dépenser pour la défense. Cela saute tellement aux yeux qu'il n'est pas besoin de le répéter. Les tenants d'une politique semblable, en donnant libre cours à leurs théories sentimentales, ne nous livrent jamais le secret qui nous permettrait de le faire en toute sécurité, si un seul des adversaires en présence consent à désarmer.

Le Canada et les États-Unis sont membres de la communauté atlantique des nations, et l'OTAN sert autant à préserver la liberté de notre continent qu'elle le fait en Europe. Le président Nixon, dans son discours au conseil des ministres de l'OTAN à Washington, disait en parlant de l'OTAN:

Nous célébrons un anniversaire très important. Nous célébrons un des grands succès du monde d'après-guerre.

Les membres présents en cette occasion mémorable de l'anniversaire de l'OTAN se sont inquiétés de l'attitude future du Canada à l'égard de cet organisme. Le Département d'État des États-Unis a pris en main la situation de façon fort diplomatique. Au lieu de reprocher au Canada de parler de se retirer, ils l'ont loué d'avoir décidé de demeurer dans l'Alliance. Ils ont vu le côté positif. Les États-Unis se sont montrés très diplomates dans cette affaire parce qu'ils savent que le meilleur moyen de justifier la politique canadienne aux yeux des nationalistes canadiens est de s'y opposer.

Les États-Unis ont exercé cette attitude de réserve en bien d'autres occasions. Ils ont refoulé leur colère lorsque les Coréens du